

Contribution des habitants du village de CODOGNAN (Gard) au « grand débat national ».

26 personnes ont participé à ce débat, 90% des personnes présentes sont intervenues.

Les prises de parole se sont déroulées sans heurts et dans le respect de la parole de chacun.

Il n'y a pas eu de fil conducteur imposé et donc la parole était complètement libre.

M. le Maire avait choisi un modérateur ne faisant pas parti du personnel communal ni des élus qui a bien joué son rôle.

Il a demandé à deux volontaires de l'assemblée de bien vouloir jouer le rôle de rapporteur pour une plus grande impartialité.

Les élus de la commune étaient présents au débat ainsi que M. le maire

M'étant portée volontaire pour rapporter la teneur des échanges j'ai pris le plus de notes possible et ai essayé, tant que faire se peut, de retranscrire le plus fidèlement possible la parole de chacun.

Chaque tiret correspond généralement à une intervention mais certaines ont été regroupées car elles formaient un tout cohérent.

Les guillemets ont généralement été utilisés pour les mots du langage familier, parfois pour reprendre une phrase entière mais assez rarement puisque les interventions ont été retranscrites au plus près de ce qui a été dit.

Il m'est arrivé d'ajouter quelques notes personnelles en mentionnant qu'elles étaient du fait du rapporteur.

Les sujets suivants ont été abordés :

I- Le train de vie de l'Etat

Ce premier point a fait l'objet de plusieurs interventions et apparaît comme une vraie préoccupation, l'accent est mis sur le principe d'une meilleure gestion et surtout sur une diminution des dépenses.

Les points suivants ont été évoqués :

- Diminution du nombre des députés, la proposition est de minorer de 30 à 40% le nombre de députés. Il est relevé le manque de présence des députés dans leur circonscription et même temps leur manque d'assiduité au sein de l'assemblée. Il est fait rappel que leur rôle est de voter les lois et qu'on ne peut leur demander d'être à la fois dans leur circonscription et à l'assemblée. Il est proposé que les députés soient à temps partiel (3 jours par semaine) à l'assemblée et travaillent avec des horaires normaux et non pas à voter des lois en pleine nuit, le reste de la semaine étant consacré au travail de fond.
- Diminution du nombre de sénateurs, la proposition serait de porter le nombre de

sénateurs à un par département. Il est mentionné que les sénateurs ne sont pas des élus et que pour autant le président du sénat est le troisième personnage de l'Etat, incohérence.

- Diminution du nombre de commissions que ce soit les commissions nationales, régionales, départementales et locales, leur efficacité et pertinence pose question.
- Réduction du train de vie de l'Etat, puisqu'on se réfère toujours à l'Allemagne pourquoi ne pas s'en inspirer en ce qui concerne les dépenses de l'Etat. Est évoqué aussi le cas de la Norvège et des pays nordiques notamment en ce qui concerne la publication des dépenses publiques afin qu'il y ait de la transparence quant à l'utilisation de l'argent public.
- Il est demandé plus de pédagogie en ce qui concerne la dépense publique
- Est remise en cause la prise en charge des anciens présidents de la république, il est proposé de la réduire dans le temps au même titre que les allocations pour les chômeurs, il est mentionné que si ce coût était acceptable il y a quelques années car la prise en charge financière ne concernait qu'un ancien président, aujourd'hui elle n'est plus pertinente au regard du nombre d'ancien présidents.
- La question est posée concernant la prise en charge des ministres après leur fin d'exercice, il est fait mention du coût de cette prise en charge et il est demandé « à quoi ça sert tout ça »

Le Modérateur conclut : Il faut réduire la « volure » de la vie politique et rappelle que les anciens présidents doivent quand même pouvoir disposer d'un revenu suffisant au regard de leur investissement pour le pays et qu'ils sont dépositaires des secrets d'Etat.

Ce point concernant les dépenses de l'Etat a été l'objet de 12 interventions différentes et semble obtenir le consensus du groupe de parole.

II – les dépenses publiques :

Le « millefeuille » de l'Etat a été l'objet de plusieurs interventions, ont été relevés les points suivants :

- Il y a des économies à faire sur le millefeuille de l'Etat, « on ne sait plus qui fait quoi »
- Mettre de la cohérence dans le millefeuille de l'Etat, comment diminuer les dépenses ?
- La question suivante est posée : qui connaît le nom du président du département du Gard ?
- Les communes, les communautés de communes, le département, la région, on ne s'y retrouve plus, mauvaise définition des attributions, perte de repères et in fine une interrogation sur la nécessité d'avoir autant d'intervenant pour la gestion locale.

- Il est proposé de favoriser le regroupement des communes, notamment dans le cas où elles sont géographiquement tellement proches qu'on agit comme si c'était qu'une seule commune, ce qui est le cas de la commune de Codognan et celle de Vergèze. L'objectif étant une mutualisation des moyens.
- Il est proposé que les communes puissent fonctionner comme les GIE du secteur privé et se mutualiser sur des projets de façon ponctuelle, l'objectif étant de supprimer les communautés de communes et laisserait le choix aux communes de se regrouper en fonction d'une pertinence de projet sans créer de nouveaux emplois.
- Il est relevé que la fonction publique territoriale et les régions ont été la source de coûts supplémentaires.
- Intervention de M. le Maire qui précise que l'éloignement du pouvoir régionale dans la région Occitanie pose problème, que la gestion de la région est désastreuse en termes financiers, cette intervention reçoit l'approbation du groupe et deux autres intervenants pointent du doigt :
 - la rémunération des conseillers régionaux et le nombre des présidents de régions, encore des surcoûts évitables.

Le Modérateur complète l'intervention en précisant qu'en plus des salaires il faut intégrer les primes et avantages en nature.

Il est aussi fait mention du fait que les maires des petites communes ont une rémunération très faible au regard de celle des maires de communes plus importantes et qu'il serait bon d'ajuster ces rémunérations.

Conclusion des points I et II :

Les dépenses de l'Etat et de la fonction publique territoriale sont un réel sujet de préoccupation, avec un sentiment général de gâchis et qu'on demande aux citoyens de faire des efforts que l'Etat ne fait pas, au contraire une impression de dépenses inutiles et superflues.

L'ensemble du groupe pense qu'il y a des économies d'échelle à faire.

III- la fiscalité

Ce point n'a pas vraiment fait l'objet d'un débat, les points suivants ont été soulevés :

- Au niveau des impôts il faudrait de la **décence** dans le domaine économique notamment en ce qui concerne la rémunération des grands capitaines d'industries et leurs parachutes dorés, la différence entre les nantis et les plus démunis, la distribution des bénéfices et la question suivante est posée : comment l'Etat peut-il intervenir ?
- D'accord pour mettre « la main à la poche » mais cela doit se faire à tous les

niveaux, ce qu'on demande aux plus petits doit être demandé en proportion aux plus nantis.

- L'économie souterraine est abordée car c'est une pratique courante dans la région, il est clairement dit que les secteurs d'activité où se pratique le travail dit « au noir » sont connus et qu'il faudrait agir sur ces secteurs. Plus de contrôles plus de sanctions car parfois les salariés en sont les premières victimes.

Le Modérateur résume ainsi le point de la fiscalité :

La fiscalité doit être juste et transparent dans son usage, transparente sur l'utilisation de l'impôt.

On n'échappe pas à la fiscalité, sauf à frauder.

Il existe plein d'inégalités visibles mais aussi invisibles.

La notion de décence remporte aussi le consensus.

IV- l'Ecologie

Ce point a été l'objet de plusieurs interventions, il apparaît comme une préoccupation d'importance pour les participants au débat, juste après les dépenses de l'Etat et de la fonction publique territoriale.

Sont évoqués les points suivants :

- En ce qui concerne l'écologie nous sommes tous culpabilisés notamment ceux qui roulent avec un véhicule diesel, on se sent pris en otage, on est à la merci des grosses industries, on sent bien qu'il faut faire quelque chose mais pas n'importe comment. Il est relevé qu'en France nous avons développé le moteur à air comprimé qu'on n'a pas industrialisé et c'est le fabricant TATA qui a racheté le brevet puis on reproche aux citoyens de rouler au diesel (Note du rapporteur : qu'on a effectivement tout fait pour nous vendre).
- On se heurte aux lobbies
- Il est fait mention que les plus gros pollueurs sont les industriels et les agriculteurs ainsi que les avions et les bateaux (Note du rapporteur : qui en plus naviguent avec des carburant ultra polluants).
- Il est précisé que pour faire des batteries il faut polluer et détruire dans des pays lointains, il est donc dit qu'il ne faut pas faire d'écologie au détriment des autres pays.
- Le sujet des éoliennes, les panneaux solaires, les ballons solaires, les ballons thermodynamiques sont abordés en se demandant pourquoi dans une région comme la nôtre ces technologies ne sont pas plus utilisées. La problématique de coût est soulevée. Il est aussi mentionné qu'un ballon solaire dans notre région c'est au moins six mois d'eau chaude sans utilisation d'énergie autre que celle du

soleil. Il est proposé que des panneaux photovoltaïques soient installés sur des parkings de supermarchés ou de zone d'activité.

- M. le Maire informe le groupe qu'une étude récente permet de dire que si on implantait des panneaux photovoltaïques sur les surfaces artificialisées on fournirait en électricité 87000 foyers.
- Il est aussi dit que les villages pourraient rechercher l'autonomie en termes d'énergie, qu'il serait aussi souhaitable qu'il y ait une autonomie énergétique individuelle.
- Un intervenant pense que c'est à l'école qu'on devrait sensibiliser les enfants, non seulement à l'écologie mais aussi à la moins consommation.

Note du rapporteur l'écologie passe par une consommation réfléchie et le message de l'Etat est qu'il faut consommer pour sauver notre économie n'y a-t-il pas là une incongruité ?

- Mais il est aussi rappelé que c'est aux parents d'éduquer les enfants.
- Pourquoi prendre la voiture quand il est possible aller à pieds
- La problématique des déchets plastiques notamment des déchets enfouis dans les terrains, ceux des agriculteurs avec les cultures sous tunnels, les individus qui jettent dans la nature, il apparaît qu'il n'y a pas assez de répression concernant ce type de délinquance.
- En ce qui concerne les poubelles de tri une intervenante s'étonne qu'il existe encore des communes où ce système n'est pas mis en place et un second intervenant confirme que si dans notre groupe nous sommes surpris par cet état de fait c'est que le tri des déchets est passé dans les mœurs.

Conclusion du rapporteur lors de la retranscription:

Nous sommes tous conscient qu'il faut agir, l'écologie semble être un sujet de préoccupation du groupe ainsi que l'état dans lequel nous allons laisser notre monde aux générations futures.

Il ressort des diverses interventions que la plupart des actions écologiques sont individuelles et qu'il y a une distorsion entre le discours politique et les actions, pas de projets commun.

La suite du débat se poursuit sur deux autres thèmes ainsi classifiés par le rapporteur :

Vie sociale et politique
Communication.

Plusieurs intervenants ont souhaité aborder des points importants ne figurant pas dans la « lettre de M. Macron », plutôt que de les lister les uns derrière les autres il m'a paru plus simple de les regrouper en deux catégories.

V- Vie sociale, vie politique

Le point central de ce paragraphe est la préoccupation concernant la pauvreté et la précarité.

Les sujets suivants font l'objet d'interventions de la part des différents participants :

- Pourquoi toucher aux retraites ?
- Il faut mettre la priorité sur ceux qui sont dans la précarité financière, les travailleurs pauvres, car c'est ce qui a mis le mouvement des gilets jaunes en marche. Il faut faire en sorte qu'aujourd'hui on puisse vivre décemment.
- Un intervenant conseille de lire le livre traitant de la caisse des dépôts en précisant qu'elle dispose d'une cagnotte de 24Mds €, que les salaires des employés sont élevés. Son intervention porte aussi sur la précarité, les plus de 3M de chômeurs, il s'étonne que ces chômeurs n'aient pas été dans la rue, il soulève aussi le point du travail non déclaré et du manque de contrôle.
- Les villages dorts font aussi l'objet d'une intervention
- Le mouvement des gilets jaunes aujourd'hui crée du lien social, les gens se retrouvent, se parlent et il y a de la convivialité (notamment ceux qui se positionnaient sur les ronds-points, note du rapporteur : le lien social c'est aussi peut-être ce qui manque aux gens)
- Une autre intervenante a souhaité aborder le sujet des personnes âgées démunies, (rappel nous sommes résident d'un village d'une région essentiellement agricole) qui ne peuvent pas se soigner et qui par manque de moyen ne peuvent pas s'équiper de prothèses auditives, dentaires ou de lunettes ce qui contribue à leur isolement et à la détérioration de leur bien-être. Elle mentionne aussi ces toutes petites retraites que ne permettent pas de vivre.
- L'intervention suivante résume ainsi les points précédemment listés : la population âgée est de plus en plus nombreuse, il lui apparaît que le groupe est plus orienté sur l'objectif de faire des réformes que de tout changer, donc pourquoi cet éclat des gilets jaunes ?
- Autre thème : il y a accumulation des augmentations, c'est à dire que tout augmente sauf les salaires, on vote pour des gens qui ne tiennent pas leurs engagements
- Suivi de « on nous raconte des histoires »
- Un élu modère le propos en expliquant que les contraintes budgétaires et administratives rendent les promesses très difficiles à tenir.

Note du rapporteur : cela se rapproche aussi des points I et II et rejoint la notion de plus de pédagogie, il est probable que si la communication était plus transparente les actions seraient mieux comprises.

- Sujet suivant : les sans domicile fixe : ils sont de plus en plus nombreux, les gilets

jaunes devraient peut-être être plus modérés et communiquer différemment. Stop à la violence

- Le manque de respect vis à vis des représentants de la France et le manque de respect vis à vis des gens entre eux, cette intervention est en lien avec les problèmes éducatifs aussi évoqués précédemment.
- Cette même intervenante parle aussi du coût des études car les jeunes sont souvent amenés à s'éloigner du domicile pour leurs études donc frais de logement de nourriture de transport d'école. Ce point est modéré par d'autres intervenants qui précisent que beaucoup d'étudiants ont un petit job à côté, que l'université ne coûte pas cher, qu'il existe des bourses.
- Dernier point le R.I.C. Il est précisé que dans le cadre d'un référendum il faut faire attention à qui pose la question et comment elle est posée.

VI- Communication

Outre les mentions faites de la nécessité d'une communication plus qualitative en termes de pédagogie de la part des élus, les aspects plus généraux de la communication et des nouveaux outils sont traités par le groupe.

Voici les remarques qui ont été faites sur le sujet :

- Les médias ont contribué à la diffusion de l'information à une plus grande partie de la population de ce fait des gens qui ne s'exprimaient pas avant osent prendre la parole et les gens démunis ont besoin aujourd'hui qu'on leur explique comment on dépense l'argent public car eux sont obligés de se « serrer » la ceinture
- La bulle médiatique : elle amplifie les événements, prolifération des fake news, terme qui n'existait pas il y a quelques années
- Les jeunes n'ont plus d'échanges, ils ne savent même plus parler, leur communication se fait sous forme de SMS, émojis etc...
- Le problème de l'anonymat sur les réseaux sociaux, cet anonymat favorise les messages de haine.

Le modérateur conclut : Ce débat permet l'échange contrairement à cette diffusion d'information via internet et les réseaux sociaux.

Note du rapporteur : il serait peut-être pertinent d'envisager que les informations diffusées soient vraies avec une responsabilisation des GAFAs. Plus de contrôle semble devenu nécessaire.

Dernier point il est à regretter le manque de personnes présentes pour ce débat, d'autant que l'équipe municipale a favorisé et a su participer à bon escient à ces échanges.

Pour ma part je les en remercie.

V. Masbou